

Questions orales

une solution pour régler le marasme économique qui a été créé à Montréal?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, il est vraiment inconcevable que le député de Saint-Léonard vienne nous parler de la fermeture des raffineries quand c'est leur abominable politique nationale de l'énergie qui a causé tous les problèmes dans l'industrie pétrolière et qui nous a amenés dans la situation dans laquelle ils sont.

Monsieur le Président, ce gouvernement, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, a créé 81 000 emplois nets depuis les derniers sept ans. Le gouvernement précédent, dans les quatre ans qui ont précédé, a «créé» 4 000 pertes d'emploi nettes. Je pense que nous n'avons aucune leçon à recevoir de ces gens qui ont massacré l'économie de Montréal et qui ont causé tellement de dégâts à l'économie nationale que nous sommes aujourd'hui obligés de prendre des mesures pour remettre l'économie sur un meilleur pied.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, en tant que ministre responsable pour l'économie de Montréal, ce ministre devrait savoir que Montréal était la capitale, était la première dans le domaine du transport et de la technologie de pointe. Aujourd'hui, toutes les industries importantes sont en train de disparaître.

Est-ce que le ministre a l'intention d'en faire un autre Schefferville? Une fois pour toutes, au lieu de se référer aux années 50, va-t-il proposer une politique de relance pour Montréal?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je pense que l'on se doit d'énumérer ici un certain nombre des initiatives que nous avons prises justement pour nous assurer que dans les années à venir les ouvrières et ouvriers montréalais vont continuer à occuper des emplois de haute technologie.

Je voudrais lui citer simplement le contrat de la Défense nationale de 65 millions que nous avons donné depuis 1988 aux Arsenaux canadiens, la Spar Aérospatiale Limitée, qui a reçu des contrats de près de 200 millions pour l'Agence spatiale canadienne, Bombardier à qui nous avons donné le contrat d'entretien des CF-18, d'une valeur de 86 millions de dollars. Nous avons investi 1 500 000 \$ dans le Centre de technologie. Nous avons investi 40 millions de dollars dans le Parc des îles. Nous avons aidé Canadair à moderniser son jet régional, pour 43 millions. Tous des emplois de haute technologie.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La réponse du ministre responsable de la ville de Montréal démontre clairement que l'inaction est leur seul programme. Le ministre de l'Industrie du Québec, M. Gé-

rald Tremblay, lui, comprend le problème et il prône une position contraire: On a besoin d'un bon coup de barre, nous dit-il. Et je le cite: «Ou nous prenons les moyens de bâtir une économie d'avenir, ou nous assistons impuissants à l'appauvrissement de notre société».

Voici donc ma question au premier ministre: Combien de temps encore ce premier ministre a-t-il l'intention de rester le complice silencieux de l'appauvrissement de Montréal?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, l'honorable député de LaSalle—Émard devrait avoir au moins la décence de ne pas se contredire dans un petit discours d'une minute et demie. Il nous dit, avec raison, et il cite le ministre de l'Industrie, au Québec, qui dit qu'on doit faire quelque chose. Je viens de lui citer, monsieur le Président, un très grand nombre d'initiatives de notre gouvernement dans les industries de la plus haute technologie, à qui nous avons grandement aidé, sur le territoire de Montréal. Je n'en ai pas fait l'énumération parce que je n'en ai pas eu le temps, monsieur le Président: les 35 millions de dollars que nous avons donnés en vue d'aider à l'implantation de nouvelles industries dans l'est de Montréal au cours des trois dernières années, qui ont permis la création de 2 000 emplois dans ce seul secteur, et l'investissement d'au moins 100 millions de dollars dans les mêmes industries par l'entreprise privée. Voilà des exemples concrets de ce que nous faisons pour stimuler l'économie de Montréal, monsieur le Président.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Qu'est-ce que vous êtes en train de citer! Monsieur le Président, hier seulement on a perdu 3 000 emplois à Montréal. Ce sont des paroles creuses! Je vous cite encore le ministre Tremblay: «Nous avons des choix à faire de toute urgence. Les solutions sont connues. Quant à moi, j'ai fait le choix du Québec.»

Ma question s'adresse toujours au premier ministre: Qu'est-ce que le premier ministre attend avant de faire enfin son choix économique, le choix de Montréal, le choix de Québec, le choix du Canada. On n'a plus besoin d'études. Le gouvernement a le pouvoir, il manque de vouloir!

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est vraiment inconcevable. Et cela se comprend, parce qu'on a affaire à un député parachuté dans l'île de Montréal qui a découvert le Québec et Montréal en 1988. Et ça prend énormément de culot pour venir dire que l'ancien chef du parti, qui a été celui qui a massacré le Québec, monsieur le Président, qui l'a sorti de la Constitution canadienne, de venir dire, dis-je, que le premier ministre actuel du Parti conservateur n'a rien fait pour le Québec alors que c'est le seul premier